

marches-securises.fr

PUBLICATION

**ÉTABLISSEMENT**

Conseil Départemental de la Guadeloupe
Boulevard Félix Eboué
97100 Basse-Terre

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE SERVICES

Pouvoir adjudicateur / Entité adjudicatrice

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur

Conseil Départemental de la Guadeloupe, Mme Josette BOREL-LINCERTIN-PRESIDENT, Annexe Desmarais, 97109 BASSE-TERRE, GUADELOUPE. Tel : +33 590806245. Fax : +33 590806231. E-mail : marie-andree.jonot@cg971.fr.

Adresse(s) internet

Adresse générale du pouvoir adjudicateur / de l'entité adjudicatrice : <https://www.marches-securises.fr>
Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur**Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur / de l'entité adjudicatrice**

Services généraux des administrations publiques.
Collectivité territoriale

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : Non

Description du marché

Objet du marché

FORMATION OBLIGATOIRE DES ASSISTANTS MATERNELS AGREES DU DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE. Accord-Cadre passé selon la procédure adaptée exécuté par émission de bon de commande sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de commandes de 50 000 EUR HT

Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics)

80522000

Lieu d'exécution

Département de la Guadeloupe (y/c Marie-Galante – Les Saintes et Désirade). 97100 POINTE A PITRE
Code NUTS : FRY10

Caractéristiques principales

FORMATION OBLIGATOIRE DES ASSISTANTS MATERNELS AGREES DU DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE.

-Première partie de 80 heures de formation, suivie dans les 6 mois à compter de la réception du dossier complet de demande d'agrément et avant tout accueil d'un enfant.

-Seconde partie de 40 heures de formation, dans un délai maximum de 3 ans, à compter de l'accueil du premier enfant par l'assistant(e) maternel(le).

Type de marché

Services : Autres services

Type de procédure

Procédure adaptée

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux)

Elle est lancée selon la procédure adaptée, conformément aux dispositions des articles L2, R2123-1 à R2123-7 et R2162-1 à R2162-14 du Code de la Commande publique

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics : Non

Des variantes seront prises en considération : Non

L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre.

Division en lots : Non

Conditions de délai

Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

Jeudi 05 septembre 2019 - 13:00

Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en mois : 3 (à compter de la date limite de réception des offres).

Informations sur l'accord cadre

Accord-cadre avec un seul opérateur.

Conditions relatives au marché

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :

Budget départemental
Mandat administratif
Délais de paiements : 30 jours
Forme du prix : Ferme et définitif.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

aucune forme juridique n'est imposée

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française

Français.

Unité monétaire utilisée : Euro.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : Non

Conditions de participation

Capacité économique et financière

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global auxquels se réfère le marché au cours des trois derniers exercices.

Capacité technique

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

-Les références et expériences professionnelles
-La composition de l'équipe du candidat (ses membres devront être nommément désignés, ainsi que leurs profils professionnels), ses compétences et expériences professionnelles, ses agréments ;

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si ces documents ne sont pas déjà demandés dans le cadre du formulaire DC2, ci-après).

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOT12).

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

1: La valeur technique mémoire explicatif 60%

2: Le prix 40%

Une enchère électronique sera effectuée : Non

Autres renseignements

Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice

MAPA N° 2019A027N055

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

CONDITIONS D'ENVOI

-En mode DUME, les soumissionnaires candidatent avec leur seul numéro SIRET

-Un DUME simplifié est automatiquement généré à l'écran.

-Le DUME remplace la lettre de candidature -DC1- et la déclaration du candidat et DC2 (ces documents ne sont plus à fournir sauf si vous ne candidatez pas en DUME)

REMISE DES OFFRES PAR VOIE ELECTRONIQUE

Le Dépôt des offres se fera exclusivement par voie dématérialisée, avant la date et l'heure limite fixées sur la page de garde du règlement.

Pour le dépôt des candidatures et offres dématérialisées, les candidats se reporteront à l'aide en ligne du site de dématérialisation <https://www.marches-securises.fr/>

Date limite d'obtention : jeudi 05 septembre 2019 - 12:00

Renseignements complémentaires :

– Durée du marché –

Le marché est conclu pour une période partant de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2019. Il sera renouvelable une fois par reconduction expresse, la période de reconduction étant de 12 mois. Le marché arrivera à son terme le 31 décembre 2020.

NEGOCIATION :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier ou d'attribuer le marché sur la base des offres initiales dans le respect des critères de jugement suivants :

-L'évaluation de la capacité du candidat à mettre en place les sessions de formation à la demande du Conseil Départemental (réactivité, liste de 15 Assistants Maternels,...),

-un site de formation sur la Grande Terre et sur la Basse Terre.

Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LA GUADELOUPE rue Victor HUGUES 97109 BASSE-TERRE GUADELOUPE. Tél. +33 590814538.

E-mail : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr. Fax +33 590819670. URL : <http://guadeloupe.tribunal-administratif.fr>.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

GREFFE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE BA route du stade Félix EBOUE 97100 BASSE-TERRE GUADELOUPE. Tél. +33

590814538. E-mail : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr. Fax +33 590819670. URL : <http://guadeloupe.tribunal-administratif.fr>.

Adresses complémentaires

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus :

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE Annexe Desmarais Desmarais , à l'attention de JONOT Marie -Andrée Directrice , 97100 BASSE-TERRE, GUADELOUPE. Tél. +33 590806210. E-mail : marie-andree.jonot@cg971.fr. Fax +33 509806231. URL : <http://www.cg971.fr>.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus :

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE Direction de l'Enfance, de la famille et de la Jeunesse , à l'attention de Dr Viviane BERDIER Sous-Directeur de la PMI et de la Santé , 97110 Pointe-à-Pître, GUADELOUPE. Tél. +33 590215866. E-mail : Marcelle.Berdier@cg971.fr. Fax +33 590215889. URL : <http://www.cg971.fr>.

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE, Mme Josette BOREL-LINCERTIN